

Je suis la voix des Autres

Flory Shamba Kayembe, Groupe Amos, République démocratique du Congo

Je m'appelle Flory Shamba Kayembe, je réside à Kinshasa, en République démocratique du Congo (RDC), où je travaille pour le Groupe Amos, une association de défense des droits humains, membre du Réseau congolais d'action sur les armes légères (RECAAL en sigle), dont je suis également le coordinateur national.

Comme vous le souligniez en ouverture des travaux, Monsieur le Président, l'objectif principal de notre présence ici est de réduire la souffrance des populations civiles confrontées à la prolifération incontrôlée des armes légères et de garantir une assistance concrète aux victimes de ces mêmes armes.

Je souhaiterais donc profiter de cette tribune, pour sortir quelque peu du cadre théorique dans lequel s'inscrivent les interventions de mes collègues qui m'ont précédé, pour rappeler la dimension humaine, parfois terrible, qui caractérise le contexte violent dans lequel plusieurs de nos pays se trouvent actuellement.

Si je suis ici aujourd'hui, c'est pour être la voix des Autres.

Ceux et celles qui ne sont pas ici.

Ceux et celles qui espèrent.

Ceux et celles qui ignorent ce qui se dit et se décide en ce moment.

Ceux et celles que je rencontre quotidiennement sur la route de mon engagement.

Ceux et celles qui portent sur leurs peaux, dans leurs corps et dans leurs âmes les blessures des abus commis avec les armes légères qui circulent encore en dehors de tout contrôle.

Ils et elles sont nombreux.

Ils et elles ont tous les âges.

Ils et elles sont membres de différentes familles.

Ils et elles proviennent de milieux différents, urbains ou ruraux.

Ils et elles appartiennent à des couches sociales diverses.

Ils et elles sont frères et sœurs, citoyens du monde.

Ils et elles sont aussi soucieux, comme nous qui sommes réunis ici, de voir leurs conditions changer.

Certains se sont endormis pour toujours.

D'autres ne sont plus ce qu'ils étaient à leur naissance, handicapés et traumatisés pour le reste de leur vie.

Incurables maladies !

C'est pour parler en leur nom que je souhaite sortir des considérations théoriques qui ont été faites par mes prédécesseurs, et que je partage entièrement.

Les derniers exemples qui nous ont été présentés font état de trafics illicites, de violations de réglementations et de livraisons d'armes.

Personnellement, si vous le permettez, M. le Président, je voudrais vous donner quelques exemples supplémentaires. Non pas en faisant référence à ceux qui tiennent le doigt sur la gâchette, mais plutôt à ceux qui se trouvent de l'autre côté du canon.

Certes, il s'agit uniquement de quelques cas isolés et d'exemples ponctuels.

Une liste plus longue serait possible, mais elle nous demanderait un temps dont nous ne disposons pas. Je suis certain que tous, parmi nous, en savent davantage.

Je pense ici à trois jeunes gens que j'ai rencontrés à Kinshasa. L'un avait en ce moment dix-sept ans, le deuxième quatorze ans et le troisième onze ans. Ils étaient tous à l'école, où ils ont été pris de force par le groupe dirigé par le feu Président Laurent Désiré Kabila et enrôlés dans les troupes.

Sans aucun entraînement préalable, et n'ayant aucune connaissance du type d'arme qu'ils étaient appelés à utiliser, les voilà au front.

Que s'est-il passé ?

Ils manipulaient des lance-roquettes sans protection et sans casque pour se protéger les oreilles.

Dans un premier temps, selon leurs dires, cela était amusant et excitant. Les bruits des détonations et l'odeur de la poudre les faisaient sentir invulnérables.

Hélas, ce n'était qu'une illusion d'enfants.

Aujourd'hui, ils sont tous malades et ne peuvent compter sur l'assistance de personne, leurs familles ayant été décimées par le conflit.

Certains ont perdu la vue et l'ouïe de manière irréversible, d'autres souffrent de traumatismes mentaux.

Aussi à cette femme violée dans le Maniema à Kindu que j'ai vue transportée par les éléments de la MONUC (Mission des Nations unies en RDC) vers Kinshasa pour recevoir des soins appropriés.

Elle sursautait à chaque fois que quelqu'un passait devant elle.

Cela a attiré mon attention.

Les soldats de la MONUC m'ont alors raconté ce qu'elle avait vécu, les violences sexuelles qu'elle avait subies, les tortures et les mauvais traitements que des éléments incontrôlés et armés lui avaient infligés.

Comme des milliers d'autres femmes congolaises ayant subi des violences de nature sexuelle, son nom ne figurera jamais dans les statistiques des victimes directes des armes à feu.

Ses tortionnaires étaient néanmoins armés et il y a lieu de se demander, de manière quelque peu rhétorique sans doute, s'ils auraient pu apparaître suffisamment menaçants pour décourager toute réaction de la communauté s'ils n'avaient pas brandi des armes.

Pour ne pas abuser de votre patience, M. le Président, je vous présente un troisième et dernier cas.

Celui des enfants soldats démobilisés qui, abandonnés et sans aucun repère, ont rejoint les rangs des enfants de la rue.

Habités à la violence, formés au maniement des armes et de plus en plus nombreux, ces jeunes représentent une bombe sécuritaire à retardement. Quand risque-t-elle d'exploser, personne ne peut le prédire.

Je n'irai pas plus loin dans mes propos.

Je me contenterai simplement de souligner, une fois de plus, à quel point ces exemples certes ponctuels sont représentatifs d'une situation à la dimension combien plus vaste.

Ils permettent également de quantifier la distance qui sépare les débats politiques que nous menons dans ce forum international et la réalité, bien plus brutale, que nos populations vivent sur le terrain.

Ils illustrent également à quel point la dissémination incontrôlée des armes légères peut mener à l'émergence de phénomènes que les Etats eux-mêmes sont incapables de réguler et ré-absorber.

La prolifération des armes légères et des groupes armés dans l'Est de la RDC ont favorisé la création d'un climat d'impunité et d'insécurité que l'Etat congolais, affaibli par la guerre, et la MONUC, souvent victime elle aussi de ces violences, ne parviennent pas à éliminer.

Ce qui me fait dire, en exagérant un tout petit peu seulement, que chaque arme illicite actuellement en circulation n'est autre qu'un obstacle pour le développement et la reconstruction de notre pays.

J'ajouterai simplement le fait que, dès la clôture de ce Comité préparatoire, je ferai retour au sein de ma communauté, à Kinshasa.

Mon souhait le plus cher est de pouvoir dire aux Autres, ces Autres dont j'ai voulu véhiculer la voix, que leurs messages et leurs souffrances sont bien connus aux Nations unies.

Et que des engagements solides seront pris prochainement pour donner un nouveau souffle à l'espoir de vivre autrement.

C'est mon cri de cœur.